COMMISSION PERMANENTE

Séance du 29 août 2008

CP 08/08-02

CASERNE DE GENDARMERIE DE VILLEBRUMIER RENOUVELLEMENT DU BAIL À LOYER

Le bail à loyer concernant les locaux de la caserne de gendarmerie de Villebrumier, conclu entre le Conseil Général de Tarn-et-Garonne et l'Etat-Gendarmerie pour une durée de 9 ans est arrivé à expiration le 31 mars 2008.

Le montant du loyer actuel s'élève à 10 880 euros par an. Un nouveau bail (cf. document joint) pourrait être conclu selon les stipulations suivantes :

- ◇ Date d'effet : 1^{er} avril 2008
- ◇ Durée du Bail : 9 ans
- ◇ Clause de révision triennale en fonction de la valeur locative réelle estimée par les Services Fiscaux, sans que cette augmentation puisse être supérieure à l'évolution de l'Indice INSEE du coût de la construction.
- ◇ Montant du loyer annuel (établi par la Direction des Services Fiscaux) : 11 380 euros payables trimestriellement à terme échu.

Je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- Approuver le cas échéant, le nouveau bail à loyer de la caserne de gendarmerie de Villebrumier à effet du 1^{er} avril 2008.
- M'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Conseil Général le contrat correspondant.

CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE

Séance du 29 août 2008

CP 08/08-02

CASERNE DE GENDARMERIE DE VILLEBRUMIER RENOUVELLEMENT DU BAIL À LOYER

DECISION DE LA COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu le bail à loyer conclu pour une durée de 9 ans entre le Conseil Général de Tarn-et-Garonne et l'Etat-Gendarmerie, arrivant à expiration le 31 mars 2008,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve le renouvellement du bail à loyer de la caserne de gendarmerie de Villebrumier, aux conditions suivantes :
 - . Date d'effet : 1^{er} avril 2008,
 - . Durée du bail : 9 ans,
 - . Clause de révision triennale en fonction de la valeur locative réelle estimée par les Services Fiscaux, sans que cette augmentation puisse être supérieure à l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction,
 - . Montant du loyer annuel (établi par la Direction des Services Fiscaux) : 11 380 € payables trimestriellement à terme échu ;

- Autorise Monsieur le Président à signer le contrat correspondant, au nom et pour le compte du département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,